

Élections européennes 2019

Asile et immigration : que proposent les partis européens ?

Les Européens votent entre le 23 et le 26 mai pour élire leur nouveau Parlement. Tour d'horizon des programmes des principaux groupes politiques au Parlement européen sur les questions migratoires¹.

Groupe du Parti populaire européen (EPP, *European People's Party group*)



- Partis de droite et de centre-droit, d'inspiration démocrate chrétienne et libérale-conservatrice
- 216 députés dans la législature actuelle 2014-2019 (premier groupe en termes de membres)
- Parti français : Les Républicains (LR)
- Partis notoires à l'étranger : l'Union chrétienne-démocrate (CDU) et chrétienne-sociale en Bavière (CSU) en Allemagne, Forza Italia (FI) en Italie, le Parti populaire (PP) en Espagne et le Parti populaire autrichien (ÖVP) en Autriche
- Le Parti populaire européen, affilié au groupe du même nom, a publié un programme consultable [ici](#), dont les propositions sont reprises ci-dessous

Propositions :

Droit d'asile

- Les États membres doivent se montrer solidaires pour répondre aux défis de l'immigration
- L'Europe doit s'engager à fournir un abri à ceux qui fuient la persécution, et dans le respect de l'État de droit, assurer que les procédures d'asile et les droits des demandeurs d'asile sont respectés
- Il faut s'accorder sur les mêmes règles en matière d'asile, faire en sorte qu'il n'y ait pas d' « abus du système » et que les déboutés soient expulsés

Frontières/voies légales

- Personne ne doit rentrer sans accord dans l'UE
- Il faut mettre un terme aux flux migratoires illégaux
- La responsabilité est collective sur les questions de sécurité aux frontières et d'immigration. Avec une meilleure protection des frontières, un terme peut être mis au « business cynique » des passeurs et assurer une sécurité des frontières à l'ensemble de l'Union

Coopération avec les pays tiers

- Le PPE assume « sa responsabilité chrétienne et humanitaire d'aider les personnes dans le besoin et d'améliorer les conditions de vie dans leur pays d'origine »
- Il faut créer un partenariat réel avec les pays africains afin de les aider à développer leurs économies (« Plan Marshall » pour l'Afrique), à former leurs gardes-frontières et à créer leurs propres centres d'accueils afin d'éviter les voyages mortels en Méditerranée
- L'UE doit négocier des accords similaires à celui passé avec la Turquie pour apporter assistance aux réfugiés et demandeurs d'asile le plus proche possible de chez eux
- L'UE doit établir une liste européenne exhaustive des pays sûrs
- Les Européens doivent continuer d'être les leaders du financement de l'aide humanitaire

¹ Sources : [Human Rights Watch](#) et manifestes/programmes des partis



Groupe de l'Alliance Progressiste des Socialistes et Démocrates au Parlement européen (S&D, Progressive Alliance of Socialists and Democrats)

- Partis de gauche (socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes)
- 185 députés dans la législature actuelle 2014-2019 (deuxième groupe le plus important)
- Parti français : le Parti socialiste (PS)
- Partis notoires à l'étranger : le Parti social-démocrate (SPD) en Allemagne, le Parti socialiste (PS) au Portugal, le Parti démocrate (PD) en Italie et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE)
- Le Parti socialiste européen (PES), affilié au S&D, a publié un programme consultable [ici](#), dont les propositions sont reprises ci-dessous

Propositions :

Droit d'asile

- Les procédures d'asile doivent être harmonisées, en intégrant une solidarité réelle et un partage juste des responsabilités entre les États membres
- Un régime d'asile européen commun soutenable, unifié et efficace doit être mis en place, avec un système centralisé pour un partage juste des responsabilités au bénéfice des ceux qui arrivent en Europe à la recherche d'une protection internationale. Cela permettrait de traiter chaque demande d'asile comme celle de quelqu'un qui demande l'asile dans l'UE et pas dans un État membre en particulier, ainsi que d'alléger le fardeau qui pèsent sur les pays de première arrivée
- La réforme du paquet asile doit aussi permettre l'accès à ces procédures d'asile justes et efficaces

Frontières/voies légales

- Des routes légales et sûres et des visas humanitaires doivent être développés
- Il faut une approche européenne en termes de réinstallation, et l'établissement de visas humanitaires au niveau européen en cas de vague importante d'arrivées

Méditerranée

- Il faut davantage de capacités en termes de sauvetage pour les personnes en détresse en mer et sur terre

Coopération avec les pays tiers

- Toute tentative de travailler en coopération avec des pays tiers doit aller de pair avec une amélioration des conditions en termes de droits humains dans ces pays
- La liste des pays tiers sûrs doit être revue en permanence
- Dans le cadre des accords avec des pays tiers, le Parlement européen doit continuer d'insister sur le respect des droits humains
- Il faut développer un nouveau partenariat avec l'Afrique et créer un véritable « Plan d'Investissement Européen pour l'Afrique »

Accueil et intégration

- Les questions d'intégration doivent être mieux financées, tout comme les villes et les communautés qui accueillent

Engagement international

- Il faut soutenir financièrement et politiquement les agences des Nations unies et les ONG, ainsi que le Pacte de Marrakech

L'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ALDE, *Alliance of Liberals and Democrats for Europe*)



- Partis centristes
- 69 députés dans la législature actuelle 2014-2019
- Parti français : le Mouvement démocrate (MoDem) et l'Union des démocrates et indépendants (UDI) ; les discussions sont toujours en cours avec La République En Marche qui pourrait rejoindre ALDE.
- Partis notoires à l'étranger : Le Freie Demokratische Partei (FDP) en Allemagne et Ciudadanos en Espagne

Propositions :

Droit d'asile

- La Convention de Genève et le droit à l'asile doivent être respectés
- Il faut créer un régime d'asile européen commun humain et efficace, qui permette un accueil digne, un partage des responsabilités et des procédures efficaces, en cohérence avec les standards des droits fondamentaux de l'Union

Frontières et voies légales

- Les politiques européennes doivent faire en sorte que les réfugiés et les demandeurs d'asile ne risquent pas leur vie : il faut créer davantage de voies légales pour venir en Europe
- L'agence Frontex doit devenir le service de garde-frontières européens
- L'ALDE s'oppose à toute forme de réintroduction de contrôles aux frontières intérieures entre les États membres de l'espace Schengen

Coopération avec les pays tiers

- L'UE doit chercher à offrir des solutions aux réfugiés directement dans leur région d'origine et doit apporter soutien financier et assistance aux pays d'origine des demandeurs d'asile pour combattre les causes de la migration
- L'UE doit signer des accords migratoires avec les pays tiers sûrs au Moyen-Orient et en Afrique qui incluent :
 - De l'aide financière à destination des pays qui accueillent des migrants
 - La réinstallation de réfugiés de manière sûre, humaine et légale
 - L'expulsion, le plus vite possible, vers ces pays sûrs, pour ceux qui se voient notifier une décision judiciaire de quitter le territoire national

Accueil et intégration

- Il faut porter une attention particulière et des garanties aux personnes LGBTI demandant l'asile, y compris des recommandations en matière de santé
- C'est aux États membres, en fonction de leur démographie et de l'état de leur marché du travail, de décider combien, qui, et selon quelles qualifications des migrants peuvent rejoindre leur pays
- Il faut un engagement commun sur l'intégration et faire circuler les bonnes pratiques sur tout le continent

Pour plus d'informations, voir le programme du groupe ALDE [ici](#).



European
Conservatives
and Reformists
Group

Les Conservateurs et réformistes européens (ECR, *European Conservatives and Reformists*)

- Partis de droite et droite nationaliste
- 77 députés dans la législature actuelle 2014-2019
- Parti français : Debout la France
- Partis notoires à l'étranger : Droit et justice (PiS) en Pologne et l'Alliance néo-flamande (NVA) en Belgique

Propositions :

Souveraineté

- La migration doit rester une compétence nationale
- L'Union européenne ne doit pas imposer de quotas ni de sanctions en cas de non-respect des quotas

Frontières

- L'agence Frontex doit être renforcée, mais pas aux dépens de la souveraineté des États membres

Pour plus d'informations, voir le programme du groupe ECR [ici](#).

Les Verts/Alliance libre européenne (Les Verts/EFA, *Greens-European Free Alliance*)



Les Verts | Alliance Libre Européenne
au Parlement européen

- Partis de gauche (fédération de partis écologistes européens)
- 52 députés dans la législature actuelle 2014-2019
- Parti français : Europe Écologie Les Verts (EELV)
- Parti notoire à l'étranger : Bündnis 90/ Die Grünen en Allemagne
- Le Parti Vert européen, affilié au groupe Les Verts/EFA, a publié un programme consultable [ici](#), dont les propositions sont reprises ci-dessous

Propositions :

Pouvoirs du Parlement européen

- Le Parlement européen doit avoir son mot à dire sur les questions de contrôle des frontières, d'accords formels et informels avec les pays tiers et sur les politiques migratoire et d'asile en général

Droit d'asile

- Le droit d'asile est un acquis de l'après-guerre et est non négociable
- Le développement et la mise en place d'une politique d'asile et de migration européenne dans le respect des droits humains est nécessaire
- Les demandeurs d'asile ne doivent plus être placés en détention
- Une réforme du règlement Dublin est nécessaire, afin d'assurer la solidarité et un partage des responsabilités dans l'UE, est nécessaire

Frontières/voies légales

- Il faut augmenter le nombre de places pour la réinstallation et mettre en place des visas humanitaires
- Il est urgent de réformer le cadre légal européen en matière migratoire pour un code de l'immigration cohérent et compréhensif, des opportunités de visas pour la réunification familiale et des visas de travail quel que soit le niveau de qualification, afin d'encourager la migration légale, le respect des conditions de visas dans l'UE et d'éviter l'exploitation, les abus et les voyages dangereux

Méditerranée

- Des directives doivent clarifier le fait que l'assistance humanitaire ne doit jamais être criminalisée
- Une solution européenne d'urgence contre les manques en termes de sauvetage en Méditerranée est nécessaire

Coopération avec les pays tiers

- L'Europe doit chercher à s'attaquer aux raisons de la migration forcée plutôt que de chercher à stopper les flux migratoires. L'UE doit en faire beaucoup plus pour lutter contre les conflits violents
- L'UE doit mettre fin à la conditionnalité de l'aide au développement en matière migratoire et mettre un terme à la coopération avec des dictateurs à des fins de lutte contre la migration irrégulière
- Faire reposer unilatéralement la responsabilité des réfugiés sur des pays hors-UE, comme la Turquie et la Libye, n'est pas la bonne réponse pour les personnes en besoin de protection

Engagement international

- Soutenir la mise en place du Pacte mondial sur les réfugiés et du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières



Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique
(GUE/NGL, European United Left – Nordic Green Left)

- Partis de la gauche radicale
- 52 députés dans la législature actuelle 2014-2019
- Parti français : le Parti communiste français (PCF) et la France Insoumise (LFI)
- Partis notoires à l'étranger : Die Linke en Allemagne et Syriza en Grèce

Propositions :

Droit d'asile

- Il faut préserver le droit à l'asile et défendre les droits et des migrants et des réfugiés

Frontières/Voies légales

- Il faut créer des opportunités légales pour exercer le droit d'asile : il faut mettre fin à la « forteresse » Europe, en établissant des corridors vers l'Europe, à la fois pour la migration légale, et pour recevoir les demandeurs d'asile
- L'UE ne doit plus soutenir une politique telle que celle que mène Frontex à ce jour

Coopération avec les pays tiers

- Il faut combattre systématiquement les causes militaires, économiques, environnementales et sociales de la migration
- Créer une base économique à travers l'investissement et le commerce afin que, par exemple, les économies africaines puissent être intégrées dans la chaîne de valeur globale
- L'UE ne doit plus utiliser la conditionnalité de l'aide au développement pour la fermeture des routes migratoires, ni signer des accords avec des régimes « inhumains » comme l'Érythrée, le Tchad ou la Libye

NB : le groupe n'a pas publié de manifeste pour les élections européennes. Les éléments de positionnement présentés ci-dessus [sont issus](#) des réponses aux questions posées par l'ONG Human Rights Watch.

Europe des Nations et des Libertés (ENF, *Europe of Nations and Freedom*)



- Partis d'extrême droite
- 36 députés dans la législature actuelle 2014-2019
- Parti français : Rassemblement National (RN)
- Partis notoires à l'étranger : la Ligue en Italie, UKIP au Royaume-Uni, Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ)

Propositions :

Souveraineté

- Les questions migratoires relèvent de la souveraineté nationale
- Le groupe s'oppose au système des quotas et à toute forme de contrainte en termes d'accueil de migrants

Frontières

- Les frontières doivent être renforcées contre l'immigration illégale et le terrorisme
- L'espace Schengen doit disparaître et les frontières nationales rétablies
- L'agence Frontex doit avoir davantage de pouvoir

Coopération internationale

- Le groupe s'oppose au Pacte de Marrakech

NB : le parti n'a pas publié de manifeste pour les élections européennes. Les éléments de positionnement présentés ci-dessus sont issus de publications antérieures, notamment [celle-ci](#). Voir le site du groupe [ici](#).